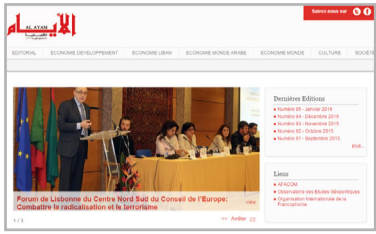


Rejoignez-nous sur le site

www.alyammagazine.com



الأيام

AL AYAM

الاقتصادية
(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

1000 L.L

- Il faut investir la Francophonie économique
- Les femmes contre l'extrémisme et la radicalisation
- le rôle des universités francophones dans le développement économique

N° 104 - Novembre 2016

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Le pétrole repart-il vers une hausse durable ?

Henri-Louis VEDIE, Professeur émérite /Groupe HEC Paris

Depuis le milieu du mois d'octobre, on a assisté à un léger rebond des cours pétroliers, le baril repassant au-dessus de la barre des 50 dollars. Ce timide sursaut suscite un regain d'optimisme, laissant penser que le rebond n'est qu'une étape vers des jours meilleurs pour ceux qui ont été les principales victimes de l'effondrement des cours : Venezuela, Russie, Algérie ou Nigéria. Pourtant il est permis de rester sceptique car rien ne permet de penser que ce rebond va perdurer et encore moins aller au-delà des 60 dollars dans les prochains mois.

Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que la demande reparte à la hausse et que l'offre reste stable ou se réduise. Du côté de l'offre, qui est théoriquement la plus facile à réguler, il faut rappeler, contrairement à l'idée reçue des années 80, que le pétrole ne manque pas sur la planète et n'est pas prêt de manquer. En effet, même si les volumes découverts sont en baisse principalement à cause du ralentissement de la recherche, les réserves potentielles sont considérables et l'or noir est loin de la pénurie qu'on prédisait jadis. On trouve désormais du pétrole aux quatre coins du monde. En outre le taux de renouvellement des réserves se maintient du fait de la diminution de la demande. Et dans ce constat, il n'est pas pris en compte les réserves représentées par l'exploitation du schiste.

Du côté de la demande, le ralentissement de la croissance des économies les plus développées de la planète - en dessous de 3% de moyenne - et le ralentissement de la croissance chinoise ont pesé sur la demande mondiale.

Certes les pays émergents ont connu une croissance moyenne de plus de 5%, mais parmi eux il convient de distinguer ceux qui sont producteurs exportateurs de brut, qui ont tout à gagner dans la reprise des cours et souhaitent un cours très haut, et ceux qui sont importateurs et ont tout intérêt à un cours très bas. L'hétérogénéité des différents acteurs, tenant à leur situation d'importateurs ou d'exportateurs, se retrouve, pour les pays exportateurs dans leurs politiques budgétaires respectives. Pour ces derniers, ce n'est pas le coût d'extraction qui est la variable clé, mais le prix du baril qui équilibre leurs comptes publics.

Ainsi, en Algérie, on estime ce cours à 80 dollars. Et ce prix baril/ budgétaire est différent de pays à pays, ce qui complique tout. Par contre, en ce qui concerne le pétrole schiste, la variable clé est son coût d'exploitation. Par exemple, aux États-Unis on l'estime à un peu plus de 60 dollars, si le cours du pétrole dépasse ce chiffre on exploite, s'il est en dessous on n'exploite pas. À court terme, c'est l'offre et ses différentes composantes qui vont déterminer le cours

mondial du baril, la demande pouvant être considérée comme stable.

Toutes ces données expliquent pourquoi l'entente est difficile par le fait qu'elle suppose un accord entre des partenaires aussi différents que l'Arabie Saoudite et les autres pays arabes du Golfe, la Russie, l'Iran, le Venezuela, etc.... Or ces pays n'ont pas les mêmes contraintes. Pour l'Arabie Saoudite, par exemple, le coût de production est très bas et la stratégie de ce pays consiste à veiller à ce que le cours mondial ne permette pas de relancer l'exploitation de schiste, aussi toute réduction de la production va à l'encontre de l'objectif et de surcroît risque d'offrir des opportunités de nouveaux marchés à l'ennemi iranien qui a besoin de devises pour relancer une économie exsangue.

Pour l'Algérie, le Venezuela ou le Nigéria, même un cours de 60 dollars le baril - et nous en sommes loin - est très insuffisant pour faire face aux besoins de ces pays à forte démographie, qui n'ont pas su diversifier et sont tributaires des seuls hydrocarbures. La baisse des cours porte également atteinte aux ambitions de puissance de la Russie de Poutine.

Vient s'ajouter à cette complexité le fait qu'un certain nombre de producteurs risquent d'être tentés de compenser en ne respectant pas



l'engagement pris concernant la diminution de l'offre.

Pour toutes ces raisons, nous ne partageons pas l'optimisme de ceux qui pensent que le cours du pétrole va connaître un regain significatif. Cela conduit à s'interroger sur un hypothétique prix gagnant/gagnant pour les deux parties: importateurs et exportateurs.

À 60 dollars, on serait sans doute dans une fourchette qui satisferait le plus grand nombre des importateurs (qui ont souvent les pays producteurs comme clients) et une partie des exportateurs, à commencer par l'Arabie saoudite qui est sans doute, par ses réserves et son coût d'extraction très faible, le pays qui pourrait faire de ce prix (60 dollars), la base d'un accord durable.

Les prix Nobel de l'imposture

Chaque année les jurys des prix Nobel de la paix et de Littérature semblent rivaliser d'imagination pour décerner leur prix aux candidats les moins qualifiés et les plus surprenants. À ce compte, ces prix ne sont pas des événements politiques ou culturels mais une sorte de concours Lépine de l'imposture.

Un prix Nobel de la paix décrédibilisé

Le prix Nobel de la paix, portant curieusement le nom de l'inventeur de la dynamite, a pour objet de récompenser « la personnalité ou la communauté ayant le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix ». Le premier lauréat en 1901 fut Henry Dunant pour son rôle dans la fondation du Comité international de la Croix Rouge.

Depuis cette distinction justifiée, le prix a perdu beaucoup de crédibilité en prenant une orientation idéologique et opportuniste qui n'a cessé de susciter les critiques. Il est vrai que les membres du jury n'ont pas toujours fait montre d'un grand discernement. Il suffit de lire la liste des récipiendaires pour s'interroger sur le sérieux de ce prix. Citons



quelques exemples : Anouar el Sadate, qui a provoqué une paix séparée avec Israël aux dépens des causes arabes ; Menahem Begin, ancien terroriste de l'Irgoun et responsable du massacre de Deir Yassin, Lê Đức Thọ, cacique du parti communiste vietnamien et son compère Kissinger, responsable de l'extension de la guerre du Vietnam au Cambodge et au Laos, et de campagnes d'assassinats et de subversion de la démocratie aux quatre coins du monde ; Barak Obama titulaire du prix Nobel de la paix pour ses efforts extraordinaires pour renforcer la diplomatie internationale et la coopération entre les peuples moins de 9 mois après son entrée en fonction en janvier 2009, alors même qu'il envoyait des dizaines de milliers de soldats

supplémentaires dans le borbier afghan et qui est le seul président des États-Unis à avoir passé deux mandats entiers à la tête d'un pays en guerre ; Tawakkol Abdel-Salam Karman, membre des Frères musulmans au Yémen et actrice manipulée des événements de 2011 qui ont conduit au chaos yéménite... Le comble du ridicule fut atteint en 2012 lorsque le prix fut décerné à l'union européenne au moment où l'intégration européenne ne cesse de renforcer les tensions entre les nations et la défiance des peuples européens.

C'est donc selon une tradition désormais solidement établie que le jury du Nobel de la paix a pour l'année 2016 porté ses suffrages sur Juan Manuel Santos, président de la république de Colombie depuis 2010, « pour ses efforts en faveur du processus de paix », sous l'égide de Cuba, capitale des mouvements révolutionnaires et terroristes d'Amérique latine, avec les terroristes des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), c'est-à-dire une bande de terroristes marxistes, de preneurs d'otages et de trafiquants de cocaïne, responsables d'événements qui ont causé la mort de plus de 220 000 Colombiens et l'exode d'environ 6 millions de personnes, en majorité des paysans pauvres chassés par les FARC ! Santos qui a ainsi pactisé avec les pires terroristes de l'Amérique

Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'OEG

latine, bafoué la dignité de l'État et insulté toutes les victimes de FARC au point d'être accusé de « trahir la patrie », a été désavoué par le peuple colombien lors du referendum du 2 octobre mais cela ne l'a pas empêché d'aller chercher sa récompense à Oslo.

Il est assez consternant de voir qu'un personnage aussi controversé l'a emporté sur des hommes ou des associations qui consacrent vraiment leurs efforts au service de causes humanitaires, par exemple pour le Proche Orient l'association libanaise Amel du Dr Kamel Mohanna ou les Casques blancs en Syrie.

Le prix de littérature sans la littérature

Quant au Nobel de Littérature, destiné à récompenser un écrivain ayant rendu de grands services à l'humanité grâce à une œuvre littéraire qui « a fait la preuve d'un puissant idéal », son histoire est également jalonnée de controverses dans la mesure où il n'a cessé de suivre les modes.

D'abord les modes idéologiques en couronnant de nombreux auteurs de la mouvance communiste, à commencer par Sartre qui disait en pleine guerre froide que « tout anticommuniste est un chien », puis les modes impulsées par la pensée dominante, souvent inspirée des

Suite page 3

Les femmes contre l'extrémisme et la radicalisation

Dr Zeina el Tibi

L'extrémisme et la radicalisation sont devenus une grave préoccupation aussi bien dans le monde arabo-musulman que dans beaucoup de pays européens. Certains ont pris prétexte pour dénigrer l'Islam en bloc. Pourtant la radicalisation et le terrorisme ne sont l'apanage d'aucune cause ou d'aucune religion particulière.

Il ne faut donc pas assimiler le monde musulman avec une minorité de fanatiques qui détournent l'Islam à des fins criminelles pour faire face à des problèmes qui sont le plus souvent géopolitiques. En effet, on ne peut oublier les drames qu'a connu le monde arabe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : à commencer par la question de la Palestine, jusqu'à l'invasion et la destruction de l'Irak qui a conduit au chaos actuel. Ou ce prétendu « printemps arabes dont les résultats sont très mitigés. Tous ces événements n'ont rien à voir avec la religion.

En tout cas, aujourd'hui, la lutte contre la radicalisation est une priorité. Sur ce plan, les femmes doivent être en première ligne. D'abord parce que trop souvent elles sont les victimes de l'extrémisme. Ensuite, parce qu'il y a de plus en plus de femmes dans les milieux radicalisés. Surtout parce que

les femmes sont bien placées pour être des actrices de la lutte contre la radicalisation. Nous sommes face à une réalité concrète et grave. Les femmes doivent regarder cette réalité en face et elles sont dans l'obligation de répondre à une menace qui peut concerner leurs enfants. Epouses, mères, sœurs, les femmes sont bien placées pour constater les signes de radicalisation quand ils se manifestent dans leur famille ou dans leur quartier. D'où leur mission de lanceurs d'alerte.

Mais les femmes ne peuvent être laissées livrées à elles-mêmes, sans soutien logistique. Il faut mettre en place des structures – étatiques ou associatives – afin de les aider et les conseiller. C'est pourquoi deux idées me paraissent importantes : d'abord, la mise en réseau des associations et des ONG, ensuite, la mise en synergie des associations et des pouvoirs publics. En outre, les femmes ont un rôle à jouer en matière d'éducation, dans le sens le plus large du terme.

L'extrémisme et la radicalisation prolifèrent sur le terrain de l'ignorance. La priorité est de combattre cette ignorance dont profitent les charlatans extrémistes. Il faut favoriser la

connaissance de l'Islam réel, celui du juste milieu et du réformisme, comme c'est le cas au Maroc sous l'impulsion du Roi Mohammed VI qui est Commandeur des Croyants et veille à préserver les vraies valeurs de tolérance et de modération l'Islam. C'est ici que le rôle des femmes prend toute son importance.

Au sein de la famille, la femme doit veiller à enseigner aux enfants les vraies valeurs de la religion pour les éloigner de l'extrémisme. Dans la vie sociale et au travail, la femme doit faire montre de vigilance pour combattre les déviations extrémistes. La femme doit aussi résister à certaines pressions sociales – sur le plan vestimentaires ou comportemental – qui peuvent entretenir l'ambiguïté et favoriser la radicalisation. C'est en réaffirmant vigoureusement les véritables valeurs de l'Islam, en ne cédant pas à des modes rétrogrades que la femme jouera son rôle. Il faut que les femmes s'organisent mieux, avec l'aide de femmes oulémas ou de femmes spécialistes qui leur apporteront les conseils nécessaires.

C'est surtout par des initiatives concrètes que l'on fera reculer la radicalisation qui fait



le jeu des extrémistes de tout bord, ce qui rend difficile la construction du vivre ensemble et le dialogue des cultures.

Femmes pour la Méditerranée : un moteur pour le développement et la stabilité

Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UpM) a organisé, les 10 et 11 octobre 2016, à Barcelone, une conférence internationale intitulée « Femmes pour la Méditerranée : un moteur pour le développement et la stabilité ». Cette conférence a réuni 250 participants sur le rôle essentiel que jouent les femmes dans la promotion de la paix, le développement et la stabilité. Les participants ont également préparé la conférence ministérielle qui se tiendra en 2017 sur le renforcement du rôle des femmes dans la société.

Mme Delphine Borione, Secrétaire générale adjointe aux affaires civiles et sociales de l'UpM, a introduit la conférence en soulignant qu'il est « essentiel de renforcer les stratégies et les instruments communs entre le Nord et le Sud pour trouver des solutions durables et concrètes aux défis du développement, de la stabilité et de la sécurité régionale. C'est tout l'esprit de notre dialogue régional et de la démarche de l'Union pour la Méditerranée ». La conférence a permis de traiter trois thèmes principaux correspondant aux enjeux actuels de la région méditerranéenne :

- Les femmes, comme moteur de développement durable et de croissance inclusive, modérée par Karina Chabour, avec Jihen Boutiba Mrad, secrétaire générale de Business Med, Marianne Azer, parlementaire égyptienne, Begoña Suarez, Instituto de la Mujer y para la igualdad de oportunidades (Espagne), Sanem Oktar, Présidente de KAGIDER (Turquie), Sita Vanbinst, ministre pour l'égalité des chances (Belgique), Nabila Hamza (Civicus).
- Les femmes, actrices essentielles contre

l'extrémisme et la radicalisation. Cette séance traitant d'une question d'une brûlante actualité, a été modérée par Dr Zeina el Tibi, présidente de l'Observatoire d'études géopolitiques et de l'Association des femmes arabes de la presse (Paris) avec la participation de Belen Alfaro Hernández, de l'Alliance des Civilisations et pour le dialogue interreligieux et interculturel (Espagne), Dr Inès Safi, chercheur au CNRS (France), Suzanne Jabbour, Directrice de Restart et Membre du Sous-Comité de l'ONU pour la prévention de la torture (Liban), Hafida Benchehida, sénatrice algérienne, Mohammad Naciri, Directeur Régional des États Arabes- ONU Femmes (Maroc).

Femmes, mobilité et migration, séance modérée par Nadine el Asmar, (association IRADA), avec Emanuela Pozzan, (OIT), Sherif el Tokali (PNUD), Wedjen Ben Ayed, du Ministère de la Formation professionnelle (Tunisie), Mais Gousous, Vice-Présidente de Akhtaboot Cares Initiative, Helena Simas, AMIDEAST, Olfa Arfaoui et Laila El Refai, (EconoWin), Eman Qaraeen, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

En clôture de la conférence, le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, a déclaré : « Les jeunes et les femmes sont un facteur de changement, une source d'innovation et un moteur pour la croissance. L'égalité entre les hommes et les femmes est un vecteur de croissance inclusive, de démocratie et de stabilité dans la région méditerranéenne et c'est pourquoi l'UpM fait de l'autonomisation des femmes une des clés de voûte de ses initiatives régionales ».



Convergences et rivalités des diplomaties française et américaine à l'épreuve des crises libanaises

Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'OEG

Sous le titre « Convergences et rivalités des diplomaties française et américaine à l'épreuve des crises libanaises (1958-2008) », Nabil el Khoury publie, aux éditions de la Librairie Antoine à Beyrouth, un ouvrage tiré de la thèse de doctorat qu'il a soutenue sous la direction de l'universitaire français Charles Saint-Prot, à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes en 2014. Il s'agit d'un ouvrage essentiel qui examine l'évolution des diplomaties de la France et des États unis à l'épreuve des crises libanaises, leurs convergences, surtout, leurs divergences et, finalement leurs limites. Cette analyse de la politique des deux puissances permet de mieux comprendre les méandres de la crise libanaise et l'impasse qui est aujourd'hui celle du pays du cèdre. Nous reproduisons la préface que Charles Saint-Prot a bien voulu rédiger pour présenter l'ouvrage.

Nabil el Khoury a réalisé, sous notre direction, une thèse doctorale au Centre de recherche Maurice Hauriou de l'Université Paris Descartes (Sorbonne Paris Cité) sur le thème « Convergences et rivalités des diplomaties française et américaine à l'épreuve des crises libanaises de 1958 à 2008 ». À l'issue de la soutenance publique de cette thèse, le 27 novembre 2014, il a été proclamé docteur en science politique avec la mention « très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité ».

La qualité et l'intérêt de cette étude justifiaient sa publication et il faut remercier la librairie Antoine de proposer cet ouvrage au public. En effet, Nabil el Khoury a rédigé une thèse de très grande qualité au terme d'un travail méthodique et de recherches approfondies. De fait, son travail s'appuie sur une documentation complète et fiable. Il a consulté les documents diplomatiques et les archives du département d'État des États-Unis et du ministère des Affaires étrangères de la France.

Il a pris connaissance des mémoires et des biographies des présidents, ministres et diplomates américains et français : il a compulsé les documents de presse et certains documents publiés sur internet ; il a eu des entretiens avec des diplomates, des responsables politiques libanais ou autres, des journalistes et quelques acteurs des événements. On relèvera également dans son ouvrage des considérations pertinentes sur le droit international et l'utile mise en tableau des principales résolutions adoptées par les Nations-unies, avec l'analyse des votes français et américains.

Ayant puisé à bonnes sources, l'auteur développe sa thèse d'une manière convaincante. L'intérêt de cette étude consacrée au dossier libanais est de renouveler une question qui semblait

avoir été épuisée. En effet, voici une analyse détaillée de la crise libanaise qui prend comme facteur déterminant les diplomaties française et états-unienne avec l'hypothèse que celle-ci se sont plus opposées qu'elles n'ont convergé et, du coup, elles se sont surtout neutralisées sans jamais pouvoir résoudre la crise qui perdure, sous des formes diverses, depuis 1975.

La réflexion se divise en deux parties, envisageant l'impact sur le Liban, de deux influences majeures : d'abord, l'influence du conflit de Palestine et de la crise régionale qu'il entretient, et, ensuite (à partir de 1982), l'influence du jeu iranien lié au régime syrien. Cette division permet de suivre et de comprendre l'évolution de la situation libanaise sur une cinquantaine d'années, depuis 1958, et d'analyser comment ces facteurs exogènes ont provoqué une crise endogène caractérisée par un effacement de l'État et des institutions, la montée en puissance de factions idéologiques et confessionnelles, l'acceptation, parfois bien monnayée, des influences étrangères les plus diverses, d'Israël à l'Iran en passant par plusieurs États arabes à commencer par le régime syrien.

C'est dans ce contexte que l'auteur examine le jeu des États-Unis et de la France pour s'attacher à répondre à la problématique suivante : est-ce que ces deux diplomaties ont davantage convergé ou se sont-elles opposées ? Il démontre que les objectifs fondamentaux de Paris et de Washington ont rarement été identiques, la France faisant du Liban une priorité et tentant de mettre fin à la crise affectant ce pays en s'appuyant sur le droit international et l'impératif de résoudre les facteurs d'instabilité régionaux - à commencer par le drame de Palestine -, les États-Unis poursuivant leur propre agenda et inscrivant leur action dans une perspective plus globale répondant à d'autres

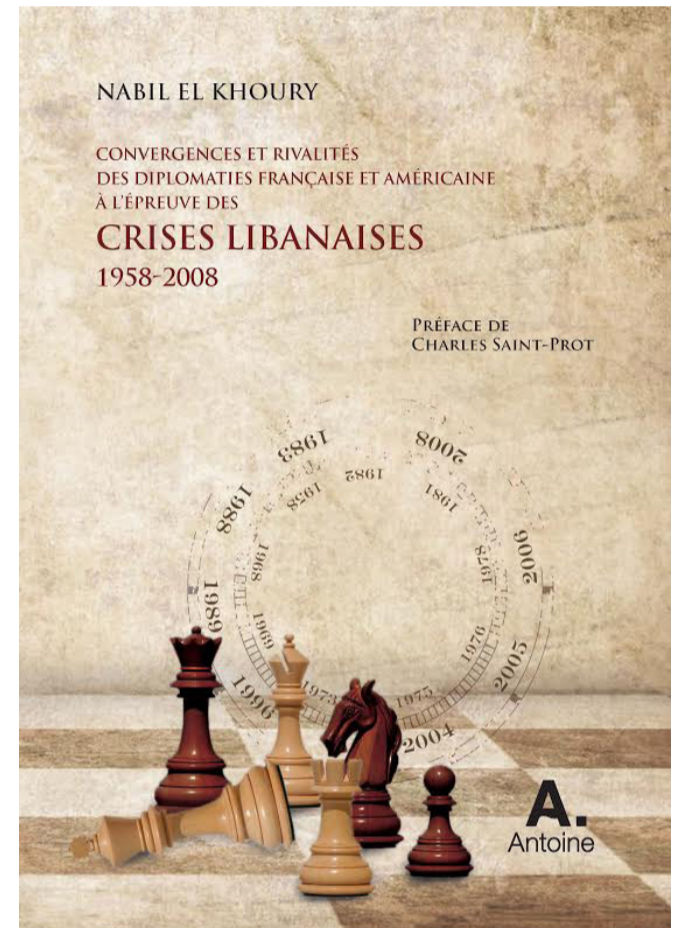
priorités telles que le soutien inconditionnel à Israël, la rivalité avec la Russie soviétique puis post-soviétique, une certaine conception de la recomposition du Moyen-Orient.

Du coup, le principal point d'achoppement a d'abord été l'attitude face au régime syrien né du coup d'État d'Hafez el Assad contre le gouvernement du Baas en 1970. À partir de 1975, la diplomatie américaine n'a cessé de ménager un régime syrien que la France voulait écarter du jeu libanais.

L'invasion israélienne de 1982, l'évacuation de l'OLP et les événements qui ont suivi montrent tout autant de divergence dans la réaction des deux nations face à une influence croissante de l'Iran et de ses affiliés.

Finalement, l'étude constate que Paris et Washington n'auront jamais réussi à empêcher l'ingérence de la Syrie, sous une forme ou une autre, pas plus que celle, parallèle, des milices pro-iraniennes.

L'auteur ne peut que conclure que les résultats d'un jeu diplomatique intense « n'ont pas été à la mesure des efforts déployés si l'on en juge par la situation actuelle du Liban et du Proche-Orient. » L'étude s'arrête à l'année 2008 mais les évolutions ultérieures ne sont pas de nature à modifier l'analyse, puisque la situation du Liban continue à être perturbée par les événements régionaux, à commencer



par le conflit en Syrie et l'arrivée de plus d'un million de réfugiés. À vrai dire, l'avenir du Liban reste fort préoccupant et l'influence des puissances américaine et française peu efficace.

À tous égards, l'ouvrage de Nabil el Khoury, qui est une contribution d'importance à la réflexion sur la question proche-orientale et la science politique, apporte un éclairage indispensable sur les arcanes d'une crise libanaise dont, hélas, le règlement n'a jamais semblé si lointain.

Les prix Nobel de l'imposture

Suite de la page 1

États-Unis et leur agenda. Ainsi, le prix fut-il remis en 2015 à une journaliste biélorusse proche de la fondation Soros dont on a bien compris qu'elle avait pour principal « mérite » d'être une activiste anti-Poutine acharnée. En 2016, le jury a couronné un chanteur américain, Bob Dylan, tournant la page d'un temps où la littérature était à l'honneur et donnant un signal désastreux pour ceux qui tentent de sauver le livre face aux industries des médias. In Koli Jean Bofane, auteur de Congo INC. « Le testament de Bismarck » (Actes Sud, 2014), a réagi avec une photo de lui au piano, sur son compte Facebook, annonçant

se préparer au prochain prix Nobel. L'écrivain congolais a affirmé que « le Nobel ajoute de la confusion dans un monde déjà sans repères. Bob Dylan exerce un métier qui n'a pas les mêmes implications que la littérature. Plusieurs écrivains étaient nobélisables, et voilà qu'on sort un musicien du chapeau... Du coup, ce sont des disques fabriqués par une industrie et non de simples livres qui vont se vendre ».

L'écrivain Pierre Assouline a dénoncé « un bras d'honneur fait à la littérature par le jury suédois. » et l'académicien Alain Finkielkraut a pu souligner que le jury scandinave a donné « un indice annonciateur de la fin des temps modernes

européens, la fin de l'âge de la culture ».

Décidément le Nobel de littérature et celui de la paix auront bien mérité des forces qui concourent à l'effondrement de nos civilisations.



Le rôle des universités francophones dans le développement économique

L'Agence universitaire de la Francophonie, en partenariat avec l'Université de Montréal et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a organisé, en amont du XVIe Sommet de la Francophonie, un colloque sur « Le rôle des universités francophones dans le développement

économique » les 18 et 19 octobre 2016 à Montréal (Québec, Canada). La centaine d'experts présents a formulé des recommandations pour aider la francophonie universitaire à jouer pleinement son rôle dans le développement.

Ce thème s'inscrit dans la « Stratégie économique pour la francophonie » adoptée par les Chefs

d'État et de gouvernement réunis lors du XVIe Sommet de la Francophonie de Dakar en 2014 qui ont exprimé leur volonté de développer davantage la dimension économique de la Francophonie face aux défis économiques, sociaux, énergétiques et environnementaux ainsi qu'aux déséquilibres croissants du système économique et financier mondial.

Le colloque, labellisé « événement du Sommet », est le premier du genre dans le milieu de l'enseignement supérieur. Il a réuni pour la

première fois près d'une centaine d'experts du monde économique et du monde universitaire issus de tous les continents - ministres, chefs d'entreprises, présidents d'universités, recteurs, enseignants chercheurs, membres d'organismes de coopération...- pour échanger et débattre du rôle des universités dans le développement économique.

Le rôle des universités comme moteur du développement économique, l'employabilité et l'insertion socioprofessionnelle des diplômés, les partenariats entre les universités et les autres opérateurs du développement économique et social, publics et privés, et les expériences d'incubateurs dans plusieurs pays de la Francophonie ont été abordés.

Ces échanges ont permis de dresser



une analyse croisée de la nécessaire évolution du rôle des universités dans le monde socio-économique pour répondre aux besoins des différentes parties prenantes (adaptation d'une partie de l'offre de formation aux besoins du marché du travail, valorisation des résultats de la recherche auprès des acteurs socio-économiques, accompagnement d'initiatives entrepreneuriales des étudiants, etc.) et de réaffirmer l'importance d'un dialogue entre les gouvernements, les partenaires privés et les universités dans ces domaines.

Les participants ont formulé des recommandations. L'AUF s'est engagée à les analyser en vue de les transformer en actions concrètes dans son champ d'intervention. Par ailleurs, l'AUF, en tant que tête du plus grand réseau d'universités au monde, s'est engagée à organiser le lien entre politique, économie et enseignement supérieur par la création d'une nouvelle instance consultative interne, le Conseil d'Orientation Stratégique.



Il faut investir la Francophonie économique

La jeune élite économique (cadre, manager ou même décideur) de notre pays est souvent fascinée par le monde anglo-saxon (notamment par les États-Unis) et l'Asie (Chine, Japon, sous-continent indien, etc.) au détriment de l'espace francophone (mis à part le Québec). Elle ne connaît pas, ou peu, les pays de la Francophonie particulièrement les pays africains : une ignorance ou une indifférence parfois même teintée de dédain.

Aujourd'hui, le Français est la cinquième langue la plus parlée au monde avec 274 millions de locuteurs dans 102 pays. 212 millions l'utilisent quotidiennement, et le Français est la quatrième langue d'Internet, la troisième langue des affaires, la deuxième langue de travail de la plupart des organisations internationales.

Dans les années à venir, la population mondiale francophone devrait fortement augmenter et pourrait atteindre 750 millions de locuteurs en 2050-60. Le Mooc intitulé «la Francophonie : essence culturelle, nécessité politique» organisé pour la 2e année consécutive par l'Université de Lyon 3, peut constituer l'opportunité d'une prise de conscience du formidable potentiel économique et humain de la Francophonie.

Une opportunité de combler une lacune importante du système scolaire et universitaire français

Les cadres français du secteur privé comme du secteur public connaissent mal l'Afrique Francophone. La plupart d'entre eux sont incapables de situer les pays africains sur une carte ou d'en citer les noms des capitales. Pour beaucoup d'entre eux, l'Afrique est une terre hostile où règnent corruption, insécurité ou mauvaise gouvernance. À leurs yeux, c'est un terrain d'action humanitaire, voire au mieux, une destination touristique exotique.

Cette situation résulte en grande partie du fait que les programmes scolaires français abordent peu l'histoire contemporaine et la géographie des pays africains. Ces lacunes ne sont malheureusement pas comblées dans les filières de l'enseignement supérieur et même dans les «business school». Or, la Francophonie est composée de pays qui présentent un intérêt géostratégique pour notre économie. Par ailleurs, nombreux sont nos collègues qui sont originaires de l'espace francophone directement ou de par leurs ascendants.

C'est dans ce contexte que la secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) Michaëlle Jean s'est impliquée en personne en ouverture d'un Mooc consacré à la Francophonie (cours en ligne ouvert et massif - Clom en Français) disponible sur la plateforme France Université Numérique (FUN Mooc). Elle y rappelle que «la Francophonie

va bien au-delà d'un front linguistique, qu'elle est aussi un vaste mouvement institutionnel, politique, culturel et de la société civile».

Ce Mooc ouvert à tous peut donc constituer une opportunité pour tout manager et décideur de prendre conscience de la réalité économique francophone. Les décideurs pourront y trouver une autre forme de mondialisation plus humaine, alternative à une mondialisation effrénée et incontrôlée à l'anglo-saxonne.

Une opportunité de mieux comprendre les collaborateurs et collègues provenant de pays francophones

Le fait de partager une langue commune favorise l'existence d'un espace de vie partagé. Mode de pensées, littérature, références historiques, monde cinématographique, musique, sont autant de points qui créent un espace de circulation géographique, mais aussi intellectuel propice aux échanges et aux affaires. Les élites économiques françaises actuelles n'ont pas toujours conscience de l'existence de cette communauté culturelle virtuelle francophone. Les collaborateurs issus de pays francophone ont eux en revanche conscience de leur appartenance au monde francophone.

Une opportunité de s'ouvrir à la francophonie économique, un espace économique à réinvestir

Le rapport Attali «La Francophonie et la francophilie, moteurs de croissance» paru en août 2014 tentait déjà de sensibiliser les élites françaises au formidable «gisement d'énergie et de croissance» que constitue la Francophonie.

En effet, les pays membres de la Francophonie ne doivent pas être méprisés par nos chefs d'entreprise, nos décideurs et nos cadres. Ils représentent 20 % des échanges commerciaux mondiaux.

Et, la Francophonie est composée de plus de 80 pays (États et gouvernements) dont certains présentent un taux de croissance exceptionnel comme la Côte d'Ivoire. Ils doivent et peuvent constituer au-delà de simples débouchés commerciaux de futures partenaires de croissance pour nos industries, nos PME, nos établissements d'enseignement et de recherche, etc.

Il serait temps, face aux soubresauts du monde actuel et aux balbutiements de l'Europe et du monde en général, que les élites économiques françaises comprennent que les membres de la Francophonie sont nos partenaires «naturels» porte le même type de regard que les Britanniques sur les pays et les citoyens du Commonwealth.

التسليف بالليرة، توجه وطني جديد لمصرف لبنان

تتمة الصفحة ١

لبنان»، مشيراً في السياق، إلى أن وكالة «ستاندرد أند بورز عدلت نظرتها المستقبلية للبنان من سلبية إلى مستقرة بفضل تمثين قطاعه المصرفي، إضافة إلى الاستفادة من السيولة المتوافرة إثر نجاح هذه الهندسة، لتوجه الأموال التي تفوق متطلبات الرسمة نحو تسليف القطاع الخاص دعماً للوضع الاقتصادي في لبنان، مما أدى إلى نمو بنسبة 1,5 و2%.

ولفت «إلى أن النتائج لا تظهر على الفور، وسنعمل مع المصارف لتعزيز دعماً للاقتصاد عبر قروض مدعومة من مصرف لبنان». وأوضح سلامة «أن التوجه الحالي لمصرف لبنان هو نحو تشجيع التسليف بالليرة اللبنانية، وهو ما تفعله المصارف التي تمنح قروضا بالليرة أكثر من الدولار، مما يمنحنا مرونة أكبر للتوسع بسياساتنا النقدية، ولتقليل المخاطر على لبنان حين يكون التسليف

بعملة نصدرها نحن لا بعملة نضطر إلى استيرادها». ولفت إلى «أنه في خلال العامين الماضيين، أطلق مصرف لبنان مبادرات مهمة لتفعيل الطلب الداخلي، بينما كان يشهد الطلب الخارجي تراجعاً، وإيضاً بينما كان اللبنانيون في الخارج يواجهون صعوبات»، مؤكداً أننا «بهمة تعزيز الطلب الداخلي وإطلاق مبادرات لتوفير فرص العمل».

وأشار «إلى أن برنامج القروض المدعومة الأخير كان للانتاج الفني، وقد بدأ البنك المركزي تطبيقه، وكذلك ستفعل المصارف الخاصة»، لافتاً «إلى العمل أيضاً على إيجاد قروض تساعد اللبنانيين في حياتهم اليومية»، مشيراً «إلى أنه أصدر أخيراً تعميماً يؤمن قروضا مدعومة لإنشاء مرآب عمومي للسيارات أو مرآب سيارات في بناء جديد قيد الإنشاء، طالما أن هذا المرآب هو إضافي

لما هو مطلوب بموجب القانون، ويدار على نحو مستقل». وقال: «إن المصرف المركزي سيواصل هذا التوجه، فالمصارف المركزية في العالم طورت أعمالها لتكون في خدمة الاقتصاد وليس في خدمة استقرار الأسعار فحسب»، ورأى «أن لبنان يملك طاقات بشرية مبدعة تجعلنا متفائلين دائماً، لأن اللبناني مبتكر، ونلمس ذلك من خلال التطور السريع في قطاع اقتصاد المعرفة. إذ نشأت في لبنان مئات الشركات المعتمدة أساساً على المعرفة». وختم سلامة لافتاً إلى «أن لدى لبنان قطاعات مثينة بنيت عليها مستقبلاً واعدة، ومنها القطاع المالي وقطاع اقتصاد المعرفة وقطاع النفط والغاز حين يتم التوصل إلى اتفاق في شأنه»، واعتبر «أن الظروف الصعبة حالياً لا بد وأن تتغير، فيزدهر لبنان إنتاجياً، ويستعيد الصدارة كما كان قبل هذه الظروف السياسية المعقدة».

عن ضرورة القضاء على الفقر في فلسطين

تتمة الصفحة ٣

القطاع حسب المصدر نفسه تحت خط الفقر المدقع. في حين أفاد تقرير للبنك الدولي بعد الحرب على قطاع غزة في العام 2014، أن نسبة البطالة في قطاع غزة بلغت حينها 43% وهي الأعلى في العالم، كما تقلص قطاع الصناعة بنسبة 60%.

إن ممارسات قوات الاحتلال الإسرائيلي أنهكت الواقع الاقتصادي والاجتماعي للقطاع، وانعكست بشكل مباشر على الواقع المعيشي للسكان المدنيين في القطاع، وما رافقه من ازدياد في نسبة البطالة والفقر، والفقر المدقع وسوء التغذية في مخالفة واضحة وصريحة للقانون الدولي لحقوق الإنسان ولا سيما العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، حيث تنص المادة 25 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

(لكل شخص الحق في مستوى من المعيشة كاف للمحافظة على الصحة والرفاهية له ولأسرته، ويتضمن ذلك التغذية والملبس والسكن والعناية الطبية وكذلك الخدمات الاجتماعية اللازمة،

وله الحق في تأمين معيشته في حالات البطالة والمرض والعجز والترمل والشيخوخة وغير ذلك من فقدان وسائل العيش نتيجة لظروف خارجة عن إرادته).

كما لعب الانقسام السياسي بين شطري الوطن دوراً في ازدياد تردّي الأوضاع المعيشية للسكان، من خلال التضارب في القوانين الضريبية وطرق الجباية وازدواجية الضرائب، ما ساهم في زيادة الأعباء المالية على المواطنين.

مركز الميزان لحقوق الإنسان، وفي اليوم العالمي للقضاء على الفقر، يشدد على أهمية دعم ومساندة الفقراء حول العالم، ويؤكد على أن ممارسات قوات الاحتلال تجاه المدنيين الفلسطينيين في الأراضي الفلسطينية المحتلة، تهدف إلى تعميق ظاهرة الفقر وتردي الأوضاع المعيشية للمواطنين، من خلال تشديد الحصار وتدمير البنية التحتية الفلسطينية واستهداف القطاعات الصناعية والزراعية والتجارية.

كما يطالب المركز، المجتمع الدولي بحمل التزاماته القانونية

والاخلاقية، والعمل على رفع الحصار الجائر المفروض على قطاع غزة وتقديم مساعدات فاعلة من شأنها أن تعيد ترميم البنية التحتية للاقتصاد الوطني بما يضمن خلق فرص عمل تستوعب عشرات آلاف العاطلين عن العمل كسبيل للحد من ظاهرة الفقر وتقليل عدد الفقراء التدريجي.

إن استمرار تحلل المجتمع الدولي من التزاماته القانونية تجاه السكان المدنيين في الأراضي الفلسطينية المحتلة، أسهم في تدهور الأوضاع الاقتصادية والاجتماعية للسكان، وعليه فإن مركز الميزان يطالب المجتمع الدولي بالقيام بواجبه القانوني تجاه رفع الحصار وملاحقة كل من يشتهب في ارتكابهم جرائم حرب، كخطوة أولى نحو الوفاء بالتزاماته وتقديم كل أشكال المساعدة المادية والفنية لدولة فلسطين بما في ذلك تشجيع الحكومة على تبني سياسات تراعي مصالح الفقراء والمهمشين، كسبيل للحد من أعداد الفقراء في الأراضي الفلسطينية المحتلة وفي قطاع غزة على وجه الخصوص.

نحو «اقتصاد معرفة» عربي أكثر انفتاحاً

تأسست شبكة الإنترنت كوسيلة للتشبيك وإتاحة التواصل بين الأفراد والمجموعات. وكان السبب الأساسي وراء تطويرها هو تيسير السعي للحصول على المعرفة من خلال تبادل واستكشاف المعلومات.

وكما نعلم جميعاً، تجاوز دور شبكة الإنترنت في يومنا هذا ذلك بكثير. فقد صارت تحتوي على منصات الألعاب، والشبكات الاجتماعية، وأصبحت تضم تطبيقات البرمجيات الكاملة التي يتم تشغيلها في الفضاء الإلكتروني. ولكن بغض النظر عن كل الإضافات المشتتة لمستخدم الإنترنت، فجوهر ما يحدث على شبكة الإنترنت ما زال يتمحور حول «تبادل المعلومات» والتعلم.

وقد تميزت دولة الإمارات العربية المتحدة بإتخاذها خطوات أكثر تقدماً في هذا القطاع، فقامت بتأسيس وإنشاء قرية المعرفة في دبي. وهذه القرية ملتقى للمهنيين العاملين في مجال الموارد البشرية من أجل التشبيك في منطقة للتجارة الحرة تدعم أغراض التعلم والتثقيف المهنية. وهذا هو نهج المعرفة القائم على الجانب الاقتصادي.

وعندما نتحدث عما يُطلق عليه «اقتصاد المعرفة» بعبارة محددة، فنحن نصف اقتصاداً يعتمد نموه على الكم، والكيف، وسهولة الوصول للمعلومات المتوفرة له، بدلاً من الأساليب الصناعية وآليات الصناعة.

وعليه، هل يمكن للشرق الأوسط أن يبلغ من التقدم ما يتيح تطوير اقتصاد معرفة منفتح حيث تؤدي مبادئ العرض المنفتحة إلى إحداث تغيير جذري في طريقة تعلمنا جميعاً؟ والأهم من ذلك، ما التحديات التي تواجهها اقتصاديات المعرفة العربية الآن في طور التكوين؟

ماذا نعني بالاقتصاد المنفتح؟

أدت المبادئ الاقتصادية المنفتحة إلى ظهور برمجيات المصدر المفتوح والتصميم المفتوح. إنها حالة من الانفتاح تكون فيها المنتجات والخدمات مجانية حتى يحتاج المستخدم لصيانتها ودعمها. ونظراً لتوافر كميات كبيرة من المعلومات التعليمية

ومواد الملكية الفكرية بشكل مجاني حالياً على شبكة الإنترنت، فإن التعليم المفتوح سيكون خياراً عملياً جداً في هذه المنطقة إذا سخرناه لمصلحتنا.

والسؤال المطروح الآن: كيف يمكننا توسيع نطاق المعرفة العملية المفتوحة في جميع أنحاء الشرق الأوسط مع ما يحفل به من لغات ولهجات مختلفة، ومستويات مختلفة من التنمية الاقتصادية-الاجتماعية؟ الواقع أن ذلك سيكون مهمة شاقة. فالخطوة الأولى أصبحت بمثابة إنشاء موقع عالمي.

وقد وصف المتحدث باسم جامعة تورونتو، ريتشارد فلوريدا، المدن الرئيسية في منطقة الشرق الأوسط بأنها «أطراف فاعلة دولية» من حيث قدرتها على أن تكون مواقع ومراكز تعلم عالمية. وبضيف: «كثير من هذه المدن تطمح لأن تكون محوراً للتكنولوجيا والمعرفة، ولأن تكون بمثابة مراكز للمواهب كذلك».



جدي، يبدأ بالاتفاقات إلى واقعنا السيئ وما آلت إليه الأوضاع ليس فقط السياسية. بل أيضا الاجتماعية والاقتصادية حيث تشير بعض الأرقام الإحصائية إلى أن أكثر من ربع الأسر الفلسطينية تفتقر إلى الأمن الغذائي، وأن نصف الأسر الفلسطينية تشتري حاجتها الأساسية بالدين، وهذا مؤشر خطير يثير تساؤلا هام ألا وهو إلى أين تسير الأمور في الواقع الفلسطيني جراء حالة الانتظار

الذي على ما يبدو أنها متبعية للحفاظ على الوضع الحالي، والذي دوامه قد راق للبعض خدمة لمصالح شخصية أو حزبية ضيقة. سياسات الاحتلال نحو مدينة القدس، وكافة الأراضي المحتلة عام 1967، بالإضافة إلى الحصار المفروض على قطاع غزة، والتصريحات العنصرية التي تنطلق من رأس الهرم السياسي في دولة الاحتلال، تحتم على القادة الفلسطينيين العمل على إنهاء الانقسام، وهذا يقع كل فلسطيني غيور على وطنه. وفي المقدمة الأخ الرئيس أبو مازن بصفته رئيسا لدولة فلسطين، ورئيسا لمنظمة التحرير الفلسطينية، وقبل كل ذلك بصفته فلسطينيا غيورا وحريصا على وحدة الشعب الفلسطيني وقضيته العادلة.

ومن جانب آخر تتوازي هذه المسؤولية لتقع على عاتق رئيس المكتب السياسي لحركة حماس الأخ خالد مشعل الذي قال قبل قرابة الشهر بتصريحات مشجعة نتمناها بكل ما تحمله الكلمة من معنى بأن "حماس أخطأت عندما استسهلت حكم قطاع غزة بمفردها بعد أحداث الانقسام الفلسطيني مع حركة فتح، عقب فوزها بالانتخابات البرلمانية عام 2006، وظنت بأنه أمر ميسور ثم اكتشفت بأنه صعب». وهنا لا بد من التأكيد على النوايا الحسنة والعمل الجاد من قبل الأخ الرئيس أبو مازن، ومن قبل الأخ خالد مشعل على إنهاء الانقسام. وقد أن الأوان لفعل ذلك اليوم وليس غدا، فليس هناك وقت للانتظار، على أساس ما تم التوافق عليه في القاهرة والدوحة، لأن التأخير في فعل ذلك لن يستفيد منه سوى الاحتلال، الذي يعمل ليل نهار على قضم ما تبقى من الأرض، والقضاء على أي إمكانية لقيام دولة فلسطينية على حدود الرابع من حزيران للعام 1967، والقدس الشرقية عاصمتها.

إن إنهاء الانقسام على أساس ما تم الاتفاق عليه في القاهرة والدوحة وبيان الشاطئ في غزة، وعلى أساس الشراكة السياسية الكاملة بين جميع مكونات النظام السياسي الفلسطيني وخروج الجميع بصيغة التوافق والشراكة، سيجنب الشعب الفلسطيني ويلات قادمة قد تكون أقسى مما نمر به الآن ويحاول الاحتلال جاهدا جونا إليها ويساعده في ذلك ما تمر به المنطقة من ظروف صعبة، تحتم علينا تجديد العهد على درب الشهداء بمقاومة الاحتلال وصولا إلى التحرر والاستقلال وإقامة الدولة. وكل ذلك مرتبط بترتيب البيت الداخلي الفلسطيني، وإحداث شرخ في الرأي العام الإسرائيلي باتجاه الاعتراف بالحق الفلسطيني من خلال المقاومة المشروعة على الأرض، ولنا في الشهادة التي قدمها رئيس مؤسسة بتسيلم - المركز الإسرائيلي لمعلومات حقوق الإنسان - أمام مجلس الأمن الدولي ودعا فيها العالم إلى تحمل مسؤولياته في إنهاء الاحتلال الإسرائيلي للأراضي المحتلة عام 1967، سابقة مهمة يجب استثمارها والعمل على ترويجها في كافة المحافل الدولية والإسرائيلية آخذين بعين الاعتبار الحدود التي وضعتها

الاتفاقات السابقة والتفاهات الأخيرة في الدوحة، كذلك وبالتشاور يتم العمل على إجراء انتخابات مجلس وطني حيثما أمكن و/أو وضع آليات وفق الاتفاقات السابقة لتشكيل المجلس الوطني الجديد سعيا لإعادة الاعتبار لمنظمة التحرير وتجديد النظام السياسي الفلسطيني. وهنا لا بد من الإشارة إلى الدور المركزي الذي يمكن أن تلعبه لجنة الانتخابات المركزية ضمن الصلاحيات القانونية الممنوحة لها، وما تتمتع به هذه اللجنة برئيسها وطاقمها من مصداقية واحترام لدى جميع أبناء الشعب الفلسطيني.

إن الإنسجام الطبيعي مع هذا القرار الأممي يكون بإعلان قرار وطني بإنهاء الانقسام وتعزيز الوحدة الوطنية وتعزيز التلاحم والتكاتف في مواجهة الإحتلال، نعم انتصر العالم بأسره لحقنا المشروع ونحن علينا أن ننتصر لمستقبل شعبنا وتضحياته ونعلن بأنه لا بديل عن إنهاء الانقسام، وبناء الوحدة الوطنية على أساس توافقي يعيد الاعتبار للمشروع الوطني، ويعيد ثقة المواطن في قياداته وأحزابه، ويوحد الهدف الفلسطيني أمام المجتمع الدولي فهذه خطوة ضرورية نحو دحر الاحتلال ونيل الاستقلال وبناء الدولة الديمقراطية التي تحترم جميع مواطنيها.

حركة مقاطعة إسرائيل (BDS) بعين الاعتبار في كل تحركاتنا في هذا الاتجاه. إن النهوض بالواقع الفلسطيني يتطلب أن يتحمل الجميع مسؤولياته، على قاعدة الشراكة والتوافق، وأن التناقض الرئيسي فقط مع الاحتلال، وأن إنهاء الانقسام وتحقيق الوحدة الداخلية الفلسطينية يجب أن يكون على الأرض، وليس مجرد شعار لإثارة مشاعر الجماهير، لأن الأمنيات وحدها لن توصلنا إلى شيء لا بل سنزيد الطين بلة، وستقودنا إلى ما هو أسوأ.

إن صورة القائد الراحل الشهيد ياسر عرفات، وهو ينحني لإعطاء كأس ماء للشهيد أحمد ياسين وهو يقبل رأسه، ليس مجرد صورة بل هي تجسيدا لواقع قادة أشخاص عظام أدركت أهمية الوحدة وأدركت أن الخلاف مهما وصل لن يصل إلى حد القطيعة والافتتال، وهذا ما نريده من القادة الحاليين بأن يذهبوا إلى ما ذهب إليه الشهيد ياسر عرفات وأحمد ياسين بالحفاظ على وحدة الصف الفلسطيني، ونحن على ثقة تامة بأن نرى الرئيس أبو مازن والأخ خالد مشعل سيزفان لنا بشرى إنهاء الانقسام وتحقيق المصالحة قريبا، فهما الأقدر الآن على فعل ذلك.

كابوس الانقسام

إن مفتاح الحل للشروع بالخروج من كابوس الانقسام يكمن بتشكيل حكومة وحدة وطنية تمارس مسؤولياتها دون عائق على كافة مناطق السلطة الوطنية الفلسطينية في إطار النظام السياسي الفلسطيني كما تم الاتفاق عليه بين وفدي «فتح وحماس» في الدوحة، على أن تعمل الحكومة على دفع عملية إعمار قطاع غزة وفك الحصار الظالم على القطاع ومعالجة آثاره وإعادة توحيد المؤسسات في الضفة الغربية وقطاع غزة.

ومن ضمن مسؤوليات الحكومة الرئيسية أيضا تهيئة الأوضاع لإجراء انتخابات رئاسية وتشريعية، يقوم الرئيس بتحديد موعدها بالتشاور مع جميع القوى والفصائل والفعاليات الوطنية وحسب

قرار اليونسكو خطوة هامة لا بد من استثمارها لإنهاء الانقسام ودحر الاحتلال



بادر منيب رشيد المصري إلى بلورة فكرة تأسيس منتدى فلسطين ليكون ساحة لكل الفلسطينيين، في الوطن والخارج، يتحاورون فيها، ويتعاونون خدمة للمشروع الوطني الفلسطيني، وتتكامل جهودهم وخبراتهم في جميع ميادين البناء والخدمة العامة، ورافعة للتنمية تعزيزاً، لكل عوامل الصمود على أرض الوطن، من خلال التنمية البشرية التي تولي اهتماماً خاصاً على فئة الأطفال والشباب والمرأة والمبدعين. ودعا عدد من الأكاديميين والمثقفين والمستثمرين وقادة الرأي العام في الوطن والخارج، للتشاور في فكرة تأسيس المنتدى وآليات تنفيذه.

وبلدتها القديمة هي عاصمة عربية فلسطينية محتلة مؤقتاً . وبقيت هذه الصفحات المشرقة من تاريخ شعبنا البطل تتوالى في مواجهة كل أشكال البطش والقمع والترهيب ومحاولات التزوير والتهويد إلى ما قبل عشر سنوات من اليوم حين تشوهت هذه الصفحات المشرقة بصفحة سوداء شكلت صفة قوية لكل مكتسبات شعبنا الفلسطيني وتضحياته. صفة قوية لكل شهيد وأسير وجريح ولكل أم بكيت ابنها الذي روى الأرض بدمائه فلم يحصد ما يستحق من الزرع .

اعتقد بأن الحديث عن ضرورة وحتمية إنهاء الانقسام الفلسطيني يجب أن يستمر حتى نطوي هذه الصفحة السوداء من تاريخ شعبنا والتي طالت وقاربت على إنهاء عقدها الأول، وما نتج عنها من حالة ضعف وتراجع على كافة الأصعدة في الساحة الفلسطينية، وما تبعه من تأثير هذا الانقسام على القضية الفلسطينية في المحافل الدولية والتي تفترض فينا نحن الفلسطينيين أن نستثمر هذه الساحات كركائز أساسية لدعم نضالنا الوطني ، ولكن للأسف نعجز عن ذلك ونحن منقسمون على أنفسنا رغم النجاحات هنا وهناك، وانتزاعنا قرارات أممية في غاية الأهمية إلا أنها تبقى ناقصة في ظل حالة الانقسام السائدة.

الحاجة إلى تحرك فلسطيني جدي

إن استمرار هذه الحالة السيئة بحاجة إلى تحرك فلسطيني

انتصاراً للشعب الفلسطيني في تثبيت حقه في المسجد الأقصى المبارك وحائط البراق بقرار أممي.

أقول انتصاراً - تشكر عليه الدبلوماسية الفلسطينية والأردنية بشكل خاص في صورة تذكرونا بمعركة الكرامة الخالدة حين التحم الدم الأردني بالدم الفلسطيني ليسطروا انتصاراً رائعاً كما هو الانتصار الذي سطر بأروقة اليونسكو ، رغم أن حق الشعب الفلسطيني في فلسطين التاريخية هي حقيقة ليست بحاجة إلى قرارات من أي جهة كانت، إلى أنه وفي ظل حالة التراجع في الواقع الفلسطيني، وتوغل الاحتلال في قمعه وفي نفيه للحق والوجود الفلسطيني، ويؤكد أن هذا القرار في غاية الأهمية ويجب البناء عليه، وفتح جبهات أخرى في المحافل الدولية إلى جانب ما يجب أن يكون على الأرض.

إن صدور هذا القرار بهذه الفترة الحساسة من تاريخ الشعب الفلسطيني له معان ودلالات كثيرة أبرزها على الإطلاق إفشال المشروع الصهيوني الذي بدأ منذ عام 1897 وتبعه وعد بلفور المشؤوم بمحاولة إضفاء شرعية لدولة الاحتلال وإكسابها أرضاً دون وجه حق . ليعلن شعبنا نضاله منذ ذلك التاريخ وليذكر العالم دائماً وأبداً أننا أصحاب حق . صامدون ، ومستعدون لكافة أشكال التضحية دفاعاً عن أرضنا ووطننا . وليتوج هذا النضال بقرار أممي يؤكد أن القدس بمقدساتها وشوارعها وأزقتها وأسوقها

وأجرى في ربيع 2007 نقاشات معمقة في نابلس ورام الله والخليل وعمان لإخراج الوطن والمواطنين من الأزمة الداخلية، كمقدمة لا بد منها للتحرر من الاحتلال الذي يزداد إستغوالاً. واتضح أن غالبية المشاركين في جلسات العصف الفكري تؤيد إسهامها في تأسيس قوة أهلية تنموية، وتلتزم برسالة الوحدة وحرص الصفوف وإعطاء الأولوية للمشروع الوطني الفلسطيني.

واستكمل منيب رشيد المصري جلسات العصف الفكري بسلسلة لقاءات جماهيرية مفتوحة في جميع محافظات الوطن، شملت جميع المدن وكثير من البلدات والقرى والمخيمات للوقوف، على احتياجات المواطنين وأولوياتهم، من خلال التفاعل اليومي والمباشر معهم.

رسخت اللقاءات الجماهيرية المفتوحة، ودراسة محاضرها الفعالة بأن الرأي العام يؤكد حاجته الماسة إلى جهد أهلي وحدودي وتنموي ومنظم.

وكان حفل إعلان انطلاق المنتدى في قصر الثقافة في رام الله في 2007/11/15 يوماً مشهوداً على الصعيد الرسمي والأهلي من خلال نوعية وكم وتنوع الحضور.

وافتح المنتدى مقرات في رام الله ونابلس والخليل وغزة وطولكرم. وبدأت المقرات في تنفيذ برامج وفعاليات ثقافية وتربوية واجتماعية وفنية وشبابية، كان من بينها فعالية (الخميس الثقافي) التي استقطبت نخبة من المفكرين والمثقفين والخبرات، في كثير من ميادين المعرفة والأدب والإبداع، وترجمت كوادر المنتدى رسالته التي أولت التعليم وتطويره اهتماماً استثنائياً إلى فعاليات تربوية، منها حفلان بيوم المعلم تحت شعار (نقف إجلالاً واحتراماً للمعلم). وانتخبت الهيئة التي أقرتها الهيئة العامة للمنتدى في اجتماعها الرسمي الأول في قاعة جمعية الهلال الأحمر في رام الله في 2008/11/15 منيب رشيد المصري رئيساً لمنتدى فلسطين لمدة عامين وفقاً للنظام الداخلي للمنتدى، الذي جرى تسجيله قانونياً حسب الأصول لدى الجهات الرسمية المختصة.

قرار اليونسكو بنفي علاقة الديانة اليهودية بالمسجد الأقصى

وحول قرار اليونسكو بنفي علاقة الديانة اليهودية بالمسجد الأقصى في القدس المحتلة ، كتب منيب رشيد المصري :

جاء تصويت المجلس التنفيذي لمنظمة اليونسكو على مشروع القرار الفلسطيني الأردني الخاص بالأماكن المقدسة في مدينة القدس، وبخاصة الإسلامية منها وتحديد المسجد الأقصى وحائط البراق، لينفي أي علاقة لأصحاب الديانة اليهودية بهذه الأماكن،

القيام بزيارات منتظمة لأماكن الاحتجاز.

كيف نناهض التعذيب؟

هنالك عدد من الوسائل للحد من التعذيب ومنها أولاً: الإجراءات الرسمية المتمثلة في تنظيم الزيارات الدورية وغير الدورية لمراكز الاحتجاز التي يجب أن يقوم بها القضاء والنيابة العامة والنواب والمؤسسات الحقوقية والرقابية، وضرورة توافر شروط ومؤهلات وخبرات وسمات ومهارات لدى الأشخاص الأشخاص الذين يتم اختيارهم للعمل مع المحتجزين، ومن الأهمية بمكان قيام السلطات بالإعلان عن أماكن الاحتجاز، وتمكين المحتجزين من تقديم الشكاوى.

وثانياً الإجراءات العلاجية للتعذيب والمتمثلة في العقوبات الجزائية والمدنية الناجمة عن فعل التعذيب، وفرض عقوبات جزائية على المكلفين بانفاذ القانون وعلى الأطباء الذين يساعدونهم، وفي عدم صحة الاعتراف الذي يؤخذ من المحتجز بعد ممارسة التعذيب بحقه، والإجراءات الإدارية والتأديبية لمحاسبة المكلفين بانفاذ القانون الذين يقترفون التعذيب مثل خفض الرتبة أو الراتب، والحرمان من الترقية، ومن الإجراءات الهامة قيام الدولة بتعويض ضحايا التعذيب أو المعاملة إلا إنسانية والعمل على إعادة تأهيل ضحايا التعذيب من النواحي المختلفة كالتأهيل الجسدي والنفسي، والعمل على تعويضهم « وتضمن السلطة تعويضاً لمن وقع عليه الضرر».

ويعتبر تأهيل ضحايا التعذيب، وتعويضهم، ومساءلة منتهكي حقوقهم، أموراً أساسية لمساندة ضحايا التعذيب وعلى الصعيد الدولي من الأهمية بمكان تمكين المقرر الخاص للتعذيب من زيارة أماكن الاحتجاز في الدولة الطرف، وتقديم الدولة تقريرها الدورية للجنة المعني بمناهضة التعذيب والذي تفصح فيه عن تدابيرها التشريعية والقضائية والسياساتية والإجرائية للوقاية من التعذيب، وتمكين منظمات المجتمع المدني من تقديم تقارير الظل التي تشتبك مع التقرير الحكومي في مجلس حقوق الإنسان، وكذلك من خلال تعزيز الإجراءات القانونية المتعلقة بمنح

الاختصاص العالمي للمحاكم في قضايا التعذيب بحيث تتمكن أي دولة من مساءلة أي مقترف للتعذيب ضد أي إنسان، وكذلك العمل على تعزيز التعاون القضائي وتسليم المجرمين في قضايا التعذيب.

آليات مكافحة التعذيب

الآليات الدولية

1- القواعد النموذجية الدنيا لمعاملة السجناء 1955 والتي تضمنت خير المبادئ والقواعد العملية في معاملة المسجونين وإدارة السجون وتطبيق على جميع فئات المسجونين بمن فيهم المدانين والخاضعون للاحتجاز الإداري.

2- إعلان حماية جميع الأشخاص من التعرض للتعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو الانسانية أو المهينة 1975 والذي شدد على انه لا يسمح باتخاذ الظروف الاستثنائية مثل الحرب وعدم الاستقرار السياسي ذريعة لتبرير التعذيب.

3- مدونة قواعد السلوك للموظفين المكلفين بانفاذ القوانين 1979 والتي تشمل مبادئ توجيهية لاستخدام القوة بما فيها الأسلحة النارية، وتوفير العناية الطبية للأشخاص المحتجزين.

4- مبادئ أساسية بشأن استخدام القوة والأسلحة النارية من جانب الموظفين المكلفين بانفاذ القوانين 1990 حيث تناول هذه المدونة الاستخدام المشروع للقوة والأسلحة النارية لحفظ الأمن والنظام في التجمعات غير المشروعة، وعلى أن تكفل الحكومات بان استخدام القوة في غير محلها وبطريقة غير قانونية يعتبر جريمة جنائية بمقتضى قوانينها.

5- مبادئ مهنة الطب المتعلقة بدور الموظفين الصحيين وخاصة الأطباء في حماية المسجونين والمحتجزين من التعذيب وغيره من الضروب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو الانسانية أو المهينة 1982 والتي جاءت لتغل أيدي الأطباء العاملين في السجون عن ممارسة أفعال يصعب موائمتها مع آداب مهنة الطب، والتي أوجبت عليهم القيام بواجباتهم بتقديم العلاج والرعاية الصحية للمحتجزين بذات النوعية والقدر التي يتلقاها غير المحتجزين.

6- اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة

القاسية أو الانسانية أو المهينة 1984 والتي حثت الدول الأطراف على أن تدرج جريمة التعذيب في تشريعاتها الوطنية وان تعاقب على أعمال التعذيب بعقوبات مناسبة، وان تجري تحقيقات فورية ونزيهة في أي ادعاء يتعلق بالتعذيب، وعدم الاستشهاد بأي اعتراف نجم عن تعذيب، ودحضه، وان لا تسلم إنسان الى دولة أخرى قد تعرضه للتعذيب.

7- مجموعة المبادئ المتعلقة لحماية جميع الأشخاص الذين يتعرضون لاي شكل من اشكال الاحتجاز او السجن (1988) والتي كفلت لمن يلقي القبض عليه الحصول على المساعدة القانونية، والرعاية الصحية والطبية والاطلاع على السجلات الخاصة باحتجازهم.

8- المبادئ الأساسية لمعاملة السجناء 1990 والتي تتعلق بما يلزم القيام به في التعامل مع السجناء لحماية الكرامة المتأصلة في الإنسان

9- نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية 1998 الذي اعتبر بان ممارسة التعذيب بشكل منهجي وواسع النطاق جرائم حرب وجرائم ضد الإنسانية.

11- بروتوكول اسطنبول 1999 وهو الدليل المتعلق بالتقصي والتوثيق الفاعلين بشأن التعذيب غيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللإنسانية أو المهينة والذي قام بإعداده خبراء يمثلون 40 مؤسسة على الصعيد الدولي، وهو بروتوكول يصف بشكل تفصيلي الخطوات التي يجب اتخاذها من جانب الدول والمحققين والخبراء الطبيين كفالة التقصي والتوثيق السريعين والمحايدين للشكاوى ضد ممارسة التعذيب والتقارير المتعلقة بها.

12- أجهزة رصد المعاهدات وتضم لجنة مناهضة التعذيب التي النظر في تقارير الدول الأطراف، واللجنة المعنية بحقوق الإنسان، واللجنة المعنية بالتمييز ضد المرأة، ولجنة حقوق الطفل، ولجنة القضاء على التمييز العنصري، والإجراءات الخاصة ومنها المقررون الخاصون، النداءات العاجلة، بعثات تقصي الحقائق

13- صندوق الأمم المتحدة للتبرعات لضحايا التعذيب الذي يهدف إلى إزالة آثار التعذيب والشفاء من تبعاته، ولمساعدة أسر الضحايا الذين أقعدهم التعذيب.

كيف نواجه التعذيب؟



يصادف يوم 26 حزيران من كل عام اليوم العالمي لمساندة ضحايا التعذيب بهدف القضاء التام على التعذيب وتحقيقاً لفعالية أداء اتفاقية مناهضة التعذيب، وللتذكير بأن كل عضو من أعضاء المجتمع الدولي يلتزم بالعمل على مكافحة التعذيب سواء أكانت الدولة قد صادقت على المعاهدات الدولية التي تحظر التعذيب صراحة أو لم تصادق عليها.

1984 التعذيب بأنه:

«أي عمل ينتج عنه ألم أو عذاب شديد، جسدياً كان أم عقلياً، يلحق عمداً بشخص ما، بقصد الحصول منه، أو من شخص ثالث، على معلومات أو على اعتراف، أو معاقبته على عمل ارتكبه، أو يشتبه في أنه ارتكبه، هو أو شخص ثالث، أو تخويفه أو إرغامه، هو أو أي شخص ثالث، أو عندما يلجأ مثل هذا الألم أو العذاب لأي سبب من الأسباب، يقوم على التمييز، أيًا كان نوعه، أو يحرض عليه، أو يوافق عليه، أو يسكت عنه، موظفٌ رسميٌّ، أو أي شخص آخر يتصرف بصفته الرسمية. ولا يتضمن ذلك الألم أو العذاب الناشئ فقط عن عقوبات قانونية، أو الملازم لهذه العقوبة، أو الذي يكون نتيجة عرضية لها».

يضم مصطلح «تعذيب» مجموعة متنوعة من صنوف العنف مثل الضرب بالعصا، والصدمات الكهربائية، العنف الجنسي، والعزل لفترات طويلة، والأعمال الشاقة، وممارسة الإغراق والخنق، وقطع الأعضاء والحرق، والصلب لفترات طويلة، والشبح، والتعرض المتواصل لأضواء ساطعة، أو عصب العينين، والتعريض بصفة مستمرة للضجيج العالي، والحرمان من النوم أو الأكل أو الشرب، والإكراه على المكوث واقفاً أو منحنياً، أو الهزّ العنيف. كما لا يقتصر التعذيب على الأذى الجسدي فقط، بل يتعدى ذلك ليشمل الممارسات التي تسبب أذىً نفسياً مثل تهديد عائلة الضحية أو أقاربه.

وتعد كافة أشكال التعذيب أو أشكال سوء المعاملة التي تطال السلامة الجسدية للإنسان- التي قد يرتكبها مكلفون بإنفاذ القانون- أعمالاً محظورة يجب ملاحقة مرتكبيها ومعاقبتهم، باعتبارها أعمالاً مجرمة، ولا تسقط بالتقادم، بل وملاحقة مرتكبيها حتى بعد تركهم

ويشهد العالم تقدماً في استحداث المعايير الاتفاقيات والصكوك القانونية الهادفة إلى إنفاذ حظر التعذيب، حيث تضمن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان في العام 1948 رفضاً لكل أشكال التعذيب، وأنشأت الأمم المتحدة في العام 1981 صندوق الأمم المتحدة للتبرعات لضحايا التعذيب من أجل تمويل المنظمات التي تقدم مساعدة لضحايا التعذيب وأسره، ثم وقعت الدول على اتفاقية مناهضة التعذيب في العام 1984، فيما يرصد احترام ومراقبة مدى إنفاذ الدول لهذه الاتفاقية لجنة من خبراء مستقلين تسمى لجنة مناهضة التعذيب. وفي العام 1985 عينت لجنة حقوق الإنسان أول مقرر خاص معني بمسألة التعذيب وهو خيرير مستقل يتولى ولاية الإبلاغ عن حالة حقوق الإنسان في العالم، ثم برز الدور الهام لموظفي الصحة والأطباء في حماية السجناء والمحتجزين من التعذيب، ووضعت مبادئ عامة في معاملة المحتجزين، وتطبيقاً للدور الهام الذي تقوم به منظمات المجتمع المدني في مكافحة التعذيب، أصبح للتقارير التي تصدرها هذه المنظمات أهمية كبيرة لدى المقرر الخاص المعني بالتعذيب، والمقررة الخاصة بالعنف الموجه ضد المرأة ولدى هيئات رصد المعاهدات ولجنة مناهضة التعذيب، حيث تعتمد هذه الجهات بشكل كبير على المعلومات التي توثقها منظمات المجتمع المدني.

إن التعذيب جريمة خطيرة تمس بشخصية الضحية وتجسد إنكاراً للكرامة الكامنة في الإنسان، وهو جريمة بموجب القانون الدولي، وتحظره التشريعات، ولا يمكن قبوله أو تبريره في أي ظرف.

مناهضة التعذيب في الصكوك الدولية والتشريعات الوطنية عرفت المادة الأولى من اتفاقية «مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة» لعام

لوظائفهم الرسمية.

ولقد كفلت المواثيق

الدولية لحقوق الإنسان الحق في السلامة الجسدية بكافة أشكاله الجسدية والمعنوية، باعتباره من أخطر انتهاكات حقوق الإنسان، ولا يوجد مطلقاً تحت أي ظرف من الظروف أي مبرر للجوء إليه، التزاماً بحق الإنسان في سلامة جسده والمعاملة اللائقة التي تحترم الكرامة الإنسانية المتأصلة فيه.

1- حيث نصت المادة 5 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان على أنه: «لا يجوز إخضاع أحد للتعذيب ولا للمعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو الحاطة بالكرامة»، كما نصت المادة 7 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية على أنه: «لا يجوز إخضاع أحد للتعذيب ولا للمعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو الحاطة بالكرامة...»

2- وفي العام 1984، وضعت الأمم المتحدة من أجل ذلك اتفاقية دولية خاصة بالتعذيب هدفت إلى زيادة فعالية النضال ضد التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية في العالم قاطبة، وجرمت سلوك المكلفين بإنفاذ القانون الذي يستهدفون به الضغط على الجسد البشري بالتعذيب أو بالإيذاء أو بالضغط النفسي من أجل الحصول على اعتراف بارتكاب جريمة ما أو لغاية تمييزية.

3- وتبع هذه الاتفاقية بروتوكول اختياري في العام 2002 هدف إلى وضع أساس قانوني لآلية مستقلة دولية وأخرى وطنية لحماية الأشخاص المحرومين من حريتهم من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة بوسائل غير قضائية ذات طابع وقائي تقوم على أساس



العدد - ١٠٤

تاريخ الإصدار: ٣٠ تشرين الأول
٢٠١٦

أسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقّتاً

مدير الإدارة : خالد وفيق الطيبي
رئيس التحرير : مروان وليد الطيبي
مدير التحرير : عبد معروف
المدير المسؤول : فوزي صولي
ترجمة : وجيه بعيني
مدير العلاقات العامة : ماهر عياش
٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت : شارع مار الياس
سنتر دكا - ط ٧

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الإشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

عن ضرورة القضاء على الفقر في فلسطين

مركز الميزان يؤكد أن ممارسات الاحتلال وغياب المسائلة ساهما في توسيع ظاهرة الفقر في الأراضي الفلسطينية المحتلة صادف يوم الاثنين الموافق 17 من شهر كانون الأول/ أكتوبر 2016، اليوم العالمي للقضاء على الفقر، الذي أقرته الجمعية العامة للأمم المتحدة في العام 1992 من خلال القرار 47/196، ليصبح يوماً عالمياً للتضامن مع الفقراء حول العالم.

المنظم للمنشآت الصناعية والتجارية وجرفت الأراضي الزراعية وأتلفت المزروعات، الأمر الذي قوض أسس الاقتصاد الوطني وأفقد عشرات آلاف الأسر مصادر دخلها وحولها إلى أسر معوزة سواء جراء فقدان أربابها فرص عملهم داخل الخط الأخضر أو في القطاع الخاص الفلسطيني. وجاء الحصار ليكمل مهمة الهجمات العسكرية حيث حال الحصار دون قدرة المنشآت الصناعية على استيراد المواد الخام وتصدير المواد المصنعة ما تسبب في إغلاق آلاف المنشآت الصناعية والتجارية.

كما تواصل سلطات الاحتلال سياسة الاستيلاء على الأراضي ومصادر المياه وإنشاء وتوسيع المستوطنات وإقامة الجدار ما تسبب في نتائج اجتماعية واقتصادية مدمرة لعبت دوراً جوهرياً في توسيع ظاهرة الفقر وزيادة أعداد الفقراء في الضفة الغربية المحتلة.

ذلك كله ساهم في ازدياد أعداد العاطلين عن العمل وارتفاع نسبة الفقر والفقير المدقع، وبحسب بيانات الجهاز المركزي للإحصاء الفلسطيني، فإن نسبة البطالة للربع الأول من العام 2015 بلغت 41,6% في قطاع غزة، في حين كانت نسبة البطالة في صفوف الخريجين 69,5%. كما يقع 30% من سكان

الأوضاع الإنسانية وإفقار المجتمع وتدهور جملة حقوق الإنسان بالنسبة للسكان، ولاسيما الحصار المشدد الذي تفرضه على قطاع غزة والذي دخل عامه السادس عشر.

وكانت سلطات الاحتلال أعلنت فرض حصار عسكري على الأراضي الفلسطينية المحتلة عام 1967 في التاسع من تشرين الأول/ أكتوبر 2000 ومنذ ذلك التاريخ فرضت قيوداً على عمل المعابر التي تربط الأراضي الفلسطينية ببعضها وبدولة الاحتلال وبالعالم الخارجي.

وشهد قطاع غزة تصعيداً كبيراً في القيود المفروضة على حرية حركة وتنقل السكان والبضائع منه وإليه منذ شهر أيلول/سبتمبر 2007 بعد أن أعلنت سلطات الاحتلال قطاع غزة كياناً معادياً وشطبته كوده الجمركي وأصبحت تمنع دخول وخروج السكان والبضائع من القطاع وإليه وأصبح الأصل هو منع الحركة والتنقل والاستثناء هو السماح بالمرور.

هذا وانتهجت سلطات الاحتلال سياسة التدمير



ويشكل اليوم العالمي للقضاء على الفقر مناسبة استثنائية للفلسطينيين في الأراضي الفلسطينية المحتلة ولاسيما في قطاع غزة حيث تروح الغالبية العظمى من السكان تحت خط الفقر، وبالرغم من الإحباطات الكبيرة التي تمتلك الفلسطينيين من سياسات المجتمع الدولي إلا أنهم يتطلعون لدور أكبر للمجتمع الدولي ووكالات الأمم المتحدة المتخصصة في العمل على القضاء على الفقر في الأراضي الفلسطينية المحتلة. إن استمرار تحلل المجتمع الدولي من التزاماته القانونية بموجب القانون الدولي الإنساني والقانون الدولي لحقوق الإنسان واستمرار سياسة الحصانة التي تتمتع بها دولة الاحتلال، شجعا دولة الاحتلال على تصعيد ممارساتها التي تشكل انتهاكات جسيمة ومنظمة لقواعد القانون الدولي، وشكلت محركاً يدفع إلى مزيد من تدهور

المنتدى السنوي للمسؤولية الاجتماعية للشركات



بناء الشخصية وتشجيع القدرات القيادية.»

واعتبر أن «الحياة هي لعبة فريق ولا يزال هناك الكثير من العمل، وعلى الجامعات تجديد مهماتها كي لا تواجه مستقبلاً خائباً، فالتكاليف العالمية للتعليم العالي آخذة في الارتفاع، فيما اقتصاداتنا في الشرق الأوسط راكدة.»

ونبه الى ضرورة أن «يضع الارتفاع في التكاليف المراكز للتميز التعليمي في لبنان والعالم العربي في خطر الانقراض.»

وشدد على أن «التعليم ينبغي أن يكون أعظم عامل مساواة لدينا، ولتحقيق هذا الهدف، اظهر الحاجة للتأكد من أن كل شخص يستحق التعليم في أهم جامعة في هذه المنطقة، والحصول عليه مهما اختلفت احواله المادية، موضحاً ان هذا هو هدف إدارته التي تتماشى مع أهداف سلامة أيضاً.»

وختم بالتأكيد ان «هذا النموذج التعليمي الليبرالي هو مفتاح نجاح الجامعة الأميركية في بيروت لأكثر من 150 عاماً، وينبغي أن يكون الهدف ثابت في السنوات المئة والخمسين المقبلة.»

وأوضح أن «في الجامعة الأميركية في بيروت أكثر من ثلاثين فرعاً منفصلاً أكاديمياً أو تطبيقياً نشأت لمعالجة الأزمات الإنسانية الأكثر إلحاحاً ومأسوية، أبرزها الصراع في سوريا وقضية اللاجئين»، متوقفاً عند بعض المشاريع التي تتماشى مع هذه القضية.

وأضاف: «نحن نستخدم مواردنا الأكاديمية وبنانا التحتية للمساعدة في دعم الرعاية الصحية والطبية، والأمن الغذائي، والإيواء، والحقوق المدنية، والحماية الجسدية، والتماسك الاجتماعي، وإدارة النظم الإيكولوجية للاجئين. وقرىبا سنطلق لجنة الصحة العالمية، بالشراكة مع مجلة لانست، لدراسة الإخفاقات النظامية الذي أوصلت الوضع في سوريا إلى ما هو اليوم.»

وتطرق الى وضع الشباب اللبناني اليوم «في ظل محدودية فرص العمل التي تسبب بعجز قسم كبير من الشباب عن تحقيق كامل امكاناته»، مشيراً الى أن «نسبة البطالة وصلت الى 27%، ونأسف لأن دول الخليج لم تعد تستقبل الهجرة اللبنانية بنسب كبيرة.»

نحن في حاجة الى وقف هجرة الأدمغة

وأكد «أن نسبة خريجينا الذين أنهوا دراستهم محلياً وغادروا لبنان بحثاً عن وظائف خارج المنطقة هي أيضاً نسبة تفرص التوقف عندها، وبدلاً من تصدير نصف ما لدينا من أفضل وألمع الشباب، نحن في حاجة الى وقف هجرة الأدمغة. يجب علينا أن نضاعف جهودنا للعمل مع الدوائر الحكومية والقطاع الخاص والمنظمات غير الحكومية، والجامعات الأخرى لخلق فرص جديدة، بدءاً من التدريب، ومعارض المهن، والخدمات الوظيفية المعززة. كذلك فالعمل التطوعي والمشاركة المدنية، ناهيك بألعاب القوى ورياضات الهواء الطلق، هي أيضاً وسائل

الحوافز لتشمل الانتاج اللبناني للأعمال الفنية حيث وضعنا بتصرف المصارف ما يوازي 081 مليون دولار بفائدة واحد في المئة لتمكينها من تمويل الانتاج اللبناني على شكل طويل ومتوسط الأمد بفوائد منخفضة، نظراً الى أهمية هذا القطاع الذي يحتاج الى تطوير. ونعتقد أن في إمكان اللبنانيين التفوق في هذا القطاع، وخصوصاً أنه يوفر فرص عمل لجميع فئات المجتمع اللبناني.»

وأشار سلامة الى أن مصرف لبنان يعمل على إطلاق قروض تساعد اللبنانيين في حياتهم اليومية، وقد أصدر حديثاً تعميماً يشجع المصارف، عن طريق اعفائها من الاحتياط الالزامي، على تأمين قروض بفوائد منخفضة لإنشاء مرآب جماعي للعموم بهدف تأجير مواقف للسيارات، على أن يكون هذا المرآب مستقلاً أو اضافياً للبناء وله مدخل ومخرج مستقل عن بقية أقسام البناء، ولا يكون مفروضاً بموجب قانون البناء ونظام الملكية المشتركة.»

وأوضح أن «التمويل للأنشطة الاجتماعية المتعلقة بالثقافة أو الفن أو المؤتمرات أو الرياضة، ولو كان محدوداً، يهدف بشكل مباشر الى تشجيع وتعزيز المسؤولية الاجتماعية لدى القطاع الخاص، مشدداً على عزمهم للحفاظ على نهج اقتصادي غير تقليدي بضخ السيولة في القطاعات المستهدفة. ولأن اقتصاد المعرفة واعد في لبنان، بحسب سلامة، قام المصرف بتوسيع إمكانية استثمار المصارف في اقتصاد المعرفة من 3 إلى 4 في المئة من أموالها الخاصة.»

ولفت الى أنهم «يبذلون جهوداً في قطاعات أخرى، لا سيما المشاريع الصديقة للبيئة والطاقة البديلة، وان جميع المبادرات التي ذكرت لما كانت استمرت لولا النجاح في ثبات النقد الذي يشكل الحجر الأساس لـ«تأمين أساس نمو اقتصادي واجتماعي دائم»، مؤكداً أن «الليرة اللبنانية مستقرة وستبقى كذلك.»

دور الجامعة الامريكية

ولفت رئيس الجامعة الامريكية خوري الى أن «مهمة الجامعة الأميركية في بيروت لا تعاش فقط من خلال المبادئ التربوية، ولكن أيضاً من خلال التوعية المجتمعية والأبحاث، إذ يقوم أعضاء من هيئة التدريس الموهوبون بتكريس حياتهم لإيجاد الحلول للتحديات الأكثر إلحاحاً التي تواجه المجتمع البشري، لإحداث فرق في خدمة الآخرين الأقل منهم حظاً وحظوة.»

افتتح حاكم مصرف لبنان رياض سلامة المنتدى السنوي السادس للمسؤولية الاجتماعية للشركات، تحت عنوان «التأثير الاجتماعي ودوره في انجاح الشركات.»

توجيهات مصرف لبنان

واعتبر سلامة أن «التجارب التي يمر بها قطاع الأعمال تؤكد مدى أهمية المسؤولية الاجتماعية في تحسين قيمة الشركات والمؤسسات، فالنشاط في مجال المسؤولية الاجتماعية لا يفيد المجتمع فحسب، وإنما له تأثيراته الإيجابية التي تساعد في تغيير مسار اقتصادات العالم نحو الأفضل.»

وأضاف: «من هنا كان التوجه الكبير لدى العديد من المؤسسات المالية والمصرفية، خصوصاً بعد أزمة العام 2008 وما تبعها من تحديات، لإعادة الثقة في قطاع الأعمال من خلال التركيز على الأداء الاجتماعي والأخلاقي وتعزيز حس المسؤولية الاجتماعية لديها. وقد التزم مصرف لبنان منذ سنوات بالعمل في هذا الاتجاه، حيث قام بإطلاق مبادرات عدة تفيد المجتمع اللبناني وتحرك الحركة الاقتصادية، خصوصاً أن الطلب الخارجي كان يشهد تراجعاً واللبنانيون يواجهون صعوبات ان كان داخل لبنان أم خارجه.»

ولفت الى أن «السنوات العشر الماضية وما حفلت به من تحديات على مستوى الاقتصاد اللبناني، فرضت على مصرف لبنان الاضطلاع بأدوار عدة تخطت القطاع المصرفي البحث لتشمل أيضاً جوانب أخرى من الاقتصاد والمجتمع»، موضحاً أنه حض المصارف على توفير القروض الميسرة للقطاعات الإنمائية والسكنية والتعليمية والبيئية والطاقة البديلة، وشجع القروض الصغيرة للأفراد أو للمؤسسات الصغيرة لمساعدتهم على تطوير مشاريع خاصة بهم، وأيضاً لتحسين أوضاعهم المعيشية.»

وتطرق الى الهندسات المالية التي ابتكرها مصرف لبنان «والتي ساعدت الاقتصاد اللبناني من جهة ورمت الى تحقيق أهداف أخرى، ومن خلال دعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم كان هدف مصرف لبنان خلق فرص عمل.»

وأضاف: «من خلال دعمنا للقروض السكنية، نسعى الى المساهمة في الاستقرار الاجتماعي. ومن خلال دعمنا لتمويل قروض التعليم المالي، نؤمن للأجيال القادمة فرصاً متساوية في التأسيس للمستقبل. نحن مستمرين في هندساتنا المالية بالتعاون مع المصارف، لتنشيط الاقتصاد وتشجيع الطلب الداخلي، وقد قمنا بتوسيع رزم



الإيام

AL AYAM

الاقتصادية

(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

١٠٠٠ ليرة

أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ١٠٤ - تشرين الثاني ٢٠١٦



الاقتصاد العربي - ص. ٣

عن ضرورة القضاء على الفقر في فلسطين



القضية المركزية - ص. ٦

قرار اليونسكو خطوة هامة لا بد من استثمارها لإنهاء الانقسام ودحر الاحتلال

لبنان مسرح لنشر ثقافة السلام والديموقراطية والعيش المشترك



الثقافة والوطن وجهان لعملة واحدة، فالثقافة هوية الوطن، وهوية الوطن تكمن في ثقافة سكانه لا في أعدادهم. قل لي ماذا تختزن من معلومات أقل لك من أي بلد أنت... هذه معادلة تميز بها الشعب اللبناني الذي صدر الثقافة إلى الخارج فرفع المغتربون اسم وطنهم عاليا متبوعين أعلى المراتب بفضل ذكائهم وطموحهم اللامحدود. ناهيك عن أن اللبنانيين، وعلى الرغم من الحروب المتتالية التي أنهكتهم وعلى الرغم من الإرهاب الذي ضرب وطنهم وألحق به خسائر مادية وبشرية لا تعد ولا تحصى، وعلى الرغم من الفراغ الذي يشل مؤسساته منذ عامين ونيف، ما زالوا متمسكين بالحرف سلاحا، يواجهون به الجهل ويتنقلون بين مختلف البلدان ناشرين ثقافة أجدادهم التي أورثوها لأولادهم والتي سيشهد لهم التاريخ عليها أنها ثقافة سلام وديموقراطية وعيش مشترك.

مومياءات محنطة طبيعيا من الفترة المملوكية (القرن الثالث عشر)، حيث اكتشف عدد من علماء المغاور الجثث في مغاور وادي قاديشا، وساهمت العوامل الطبيعية في المحافظة على اجسادهم بالإضافة إلى ثيابهم والقطع التي وجدت معهم ومنها المأكولات ومقومات الحياة اليومية من قمح وبصل وغيرها من المواد الغذائية. وتكمن أهمية المعروضات في الطابق السفلي التي تضم قطعاً أثرية نادرة ومجموعة من النواويس الفريدة من نوعها في العالم، انها قيمة مضافة على المتحف الذي هو

مليون 20 ألف يورو لاعادة تأهيله. ويتميز الطابق السفلي بمعارضه الذي كان عنوانه العريض «الفن الجنائزي» في لبنان عبر العصور حيث عرض 31 ناورسا من الرخام محفور فيها الوجه الذي يرمز الى الفينيقيين، وتماتيل ونصبا مدفنية وكل ما يمكن ايجاده في المدافن من فخاريات وزجاجيات وحلى، وهذه النواويس التي وجدت في منطقة صيدا - جنوب لبنان تعد المجموعة الأكبر من هذا النوع في العالم، وتعود الى الحقبة الممتدة بين القرن السادس والرابع قبل الميلاد. ويعرض في الطابق السفلي، وللمرة الاولى، 3

المتحف الوطني

وأبرز ما شهده لبنان هذه السنة هو التظاهرة الثقافية التاريخية في المتحف الوطني مع اعادة الافتتاح الرسمي للطابق السفلي منه الذي أقفل مع بداية الحرب الاهلية، بالإضافة إلى معارض الكتب العربية والأجنبية التي تنقلت بين أهم المدن، ناهيك عن المهرجانات التي عمت البلدات والقرى والتي أعادت اللبنانيين والعالم بالذاكرة إلى قرون من الحضارات العريقة. وما ميز لبنان أيضا المهرجانات السينمائية وصدور أعداد لا بأس بها من الكتب واطلاق جوائز أدبية، ما يبشر بمستقبل ثقافي واعد.

التسليف بالليرة، توجه وطني جديد لمصرف لبنان



اعتبر حاكم مصرف لبنان رياض سلامة ان تصنيفه ضمن الفئة «أ» كأفضل حاكم مصرف مركزي من جانب مجلة «غلوبال فايننس» «حدثا يضع لبنان في المرتبة الاعلى بين المصارف المركزية في العالم لجهة عمل مصرفه المركزي، اضافة الى انه يعزز الثقة العالمية بلبنان بما ينعكس ايجابا على القطاع المالي وعلى الاقتصاد اللبناني»، مؤكدا «ان كل حدث مماثل يمتن الثقة بلبنان في هذه الظروف الصعبة التي يمر بها مرحب به».

وقال في حديث الى مجلة «أجنحة الأرز»: «ان الهندسة المالية الاخيرة لمصرف لبنان حققت اهدافا عدة، ابرزها تعزيز موجودات مصرف لبنان بالعملة الاجنبية، اذ نجحنا في رفعها من 33 مليار دولار الى 40,7 مليارا، ووفرنا السيولة اللازمة لنطلب من المصارف الاحتفاظ بها كإحتياطي لزيادة رأس المال تطبيقا للمعيار الدولي للتقارير المالية IFRS9 الصادرة عن مجلس المعايير المحاسبية الدولية IASB».

ورأى انه «كان لهذا التدبير أثر ايجابي على القطاع المصرفي تحديدا، اذ تحسنت ميزانياته بفضل امواله الخاصة، مما حمل مؤسسات التصنيف الدولية الى رفع تصنيف